MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2023-56** **25/01/2023**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 15

Objet : Appel à candidature : 15 postes au titre de la mobilité "deuxième cercle"

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence de Services et de Paiement :

- 1 poste de chef.fe de secteur
Date limite de candidature : 19/02/2023

- 1 poste de chef.fe de contrôleur
Date limite de candidature : 19/02/2023

Office national des forêts :

- 1 poste de directeur.rice territorial de la Martinique
Date limite de candidature : 31/01/2023

- 1 poste de directeur.rice territorial midi méditérannée
Date limite de candidature : 31/01/2023

Office Français de la biodiversite :

- 1 poste de directeur.rice délégué.e du parc naturel marin de Mayotte
Date limite de candidature : 17/02/2023

Institut national de l'origine et de la qualité :

- 1 poste de technicien.ne territorial.e
Date limite de candidature : 16/02/2023

-1 poste de chargé.e de mission juridique
Date limite de candidature : 16/02/2023

Conservatoire du littoral :

- 1 poste de responsable du pôle foncier
Date limite de candidature : 16/02/2023

Mise à disposition dans le cadre du COMAPI :

- 1 poste de chargé.e de promotion et d'animation
Date limite de candidature : 26/02/2023

FranceAgriMer :

- 1 poste de technicien.ne informatique
Date limite de candidature : 16/02/2023

- 1 poste d'adjoint.e chef.fe d'unité
Date limite de candidature : 16/02/2023

- 1 poste de reponsable de pôle « marché d’achat de denrées »
Date limite de candidature : 16/02/2023

Agence Nationale Sécurité Sanitaire Alimentaire Nationale :

- 1 poste d’évaluateur.rice scientifique
Date limite de candidature : 03/02/2023

- 1 poste de chargé.e de projet sur la réglementation
Date limite de candidature : 03/02/2023

- 1 poste de gestionnaire budget
Date limite de candidature : 10/02/2023

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Agence de Services et de Paiement

Chef de secteur catégorie 2 (H/F) R70051

Localisation : Direction Régionale Auvergne-Rhône Alpes site de Clermont-Ferrand

Statut : Fonctionnaire

Cotation RIFSEEP : Groupe 3
Cotation Parcours Pro : 2

Niveau d'études : Catégorie A

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

Sous l'autorité du chef de service, le(la) chef(fe) du secteur des contrôles administratifs des aides agricoles encadre, anime et coordonne les activités de l'équipe des contrôles qui regroupent notamment :

Pour la programmation européenne agricole actuelle jusqu'en 2026 :

les contrôles de conformité effectués pour contrôler l'instruction des aides agricoles déléguée à l'autorité de gestion régionale et le suivi des contrôles externes et audits relatifs à la déclaration d'assurance

Pour la prochaine programmation européenne agricole à partir de 2023 :

les contrôles de délégation à l'autorité de gestion régionale et le suivi des contrôles externes,

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-bois) et comporte un réseau de Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.

La Direction Régionale est bi-site (Lyon et Clermont-Ferrand). Le SADR organise le paiement et le contrôle des aides agricoles de soutien au développement rural,

MISSIONS

Le (la) titulaire du poste :

- encadre l'équipe de 7 contrôleurs (organisation, harmonisation, animation, formation et supervision en fonction des priorités et échéances, élaboration de tableaux de bord et de bilans de contrôles
- participe à la démarche d'amélioration du secteur en apportant son expertise et son analyse ainsi qu'à la gestion du contrôle interne du service
- accompagne le changement technique et organisationnel, notamment dans le cadre de l'évolution des contrôles dans la prochaine programmation européenne agricole
- coordonne les relations du secteur avec les partenaires internes et externes afin de renforcer la collaboration et de fiabiliser les procédures d'aides.

CHAMP RELATIONNEL

- **En interne** : autres secteurs, notamment le secteur des contrôles sur place, autres services, Direction du développement rural et de la pêche au siège de l'ASP
- **En externe :** Région, services déconcentrés de l'Etat, Corps de contrôles, Agences de l'eau).

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Connaissance de l'environnement institutionnel (services de l'Etat, collectivités territoriales, ASP …)
- Connaissance des réglementations relatives aux aides gérées (UE, Etat, Région)
- Bonne connaissance du milieu agricole
- Expérience du management d'équipe, du pilotage et du reporting
- Sens des responsabilités, rigueur et méthode
- Capacité d'adaptation à un environnement en évolution.



SAVOIR-FAIRE

- Sens du travail en équipe et du partage d'objectifs
- Capacité d'organisation et de pilotage
- Aptitude au management d'équipe
- Objectivité - capacité d'analyse et de synthèse
- Aptitude à la communication orale et écrite
- Capacité d'adaptation aux outils-métier,



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

- M. Bernard MARIN, Chef du service agriculture et développement rural (SADR) - Tél : 04 73 28 79 49 bernard.marin@asp-public.fr
- M. Régis BECT, Chef du service général et Informatique (SGI) - Tél : 06 89 25 21 81 regis.bect@asp-public.fr
- Mme Dédé AGBOBLI, DRH-SEEC Conseillère en recrutement, mobilité et formation – Tél : 05 55 12 00 87 – mobilite@asp-public

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ASP Agence de Services et de Paiement

Contrôleur (H/F)

R59066

Localisation : Direction régionale Hauts-de-France - site de Lille

Statut : Fonctionnaire

Cotation RIFSEEP : 2
Cotation Parcours Pro : Non concerné

Niveau d'études : Catégorie B

DESCRIPTION DU POSTE

OBJECTIFS

- Réaliser les contrôles dans les délais prévus par la programmation tout en respectant les procédures (réglementaires et locales)

- Assurer la gestion et la vérification administrative des dossiers à différentes étapes des procédures de contrôle (domaines Surface, Hors surface et Animaux)
- Assurer sous la responsabilité du Chef de service et des adjoints, en lien avec la gestionnaire administrative du site d'Amiens, la coordination du traitement administratif des dossiers (appui aux contrôleurs, encadrement fonctionnel des vacataires)
- Traiter, exploiter et suivre une partie des informations relatives à l'activité du service

ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez la Direction régionale des Hauts-de-France, composée de 105 agents titulaires répartis au sein de cinq services.

Le Service des contrôles est localisé sur les sites d'Amiens et de Lille. Il a en charge le contrôle des aides de la PAC sur les cinq départements des Hauts-de-France. Un appui à d'autres Direction Régionales peut aussi être mis en place certaines années.

Le service est composé de 14 agents titulaires (1 chef de service, 2 adjoints, 3 contrôleurs référents, 7 contrôleurs, 1 gestionnaire) et d'agents contractuels lors des campagnes de contrôle,

MISSIONS

Missions de contrôleurs (pour plus de 70% du temps) :

- Assurer une veille réglementaire et technique dans les différents domaines de contrôles (MyASP)

- Réaliser des contrôles administratifs ou sur place dans le cadre de la politique agricole commune :

- 1er et 2ème pilier de la PAC (dispositifs surfaces et hors surface)

- contrôles animaux

- contrôles par photo-interprétation

- contrôle Plan de Performances PAC

- Réaliser la supervision et le traçage des suites de contrôles dans les applicatifs internes

- Réaliser des tâches administratives (notes, comptes rendus, rapports de contrôle, mise à jour des tableaux de bord ou d'indicateurs, archivage...)

- Respecter les procédures de contrôle interne

Les contrôles à réaliser seront situés principalement dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais

Mettre en œuvre, pour tous les domaines de contrôle (Surface, Hors surface, Animaux) les procédures administratives spécifiques de traitement de dossiers :

- préparation des dossiers dès la mise en contrôle. Edition ou enregistrement des documents relatifs aux bénéficiaires contrôlés (ISIS, Resytal, etc.),

- appui administratif aux contrôleurs,

- respect des procédures de contrôle interne

Enregistrer et traiter les contrôles dans les différents systèmes informatiques :

- applications métiers nationales ISIS, OSIRIS, PACO (suivi des mises en contrôle, saisie des résultats de contrôles),

- applications locales (tableaux de programmation et de suivi)



CHAMP RELATIONNEL

- → En interne : chef de service, adjoints, contrôleurs du service , gestionnaire
- → En externe : les bénéficiaires, Directions Départementales de la Protections des Populations, Etablissement Régional de l'Elevage

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- → Maîtrise des dispositifs juridiques et règlementaires de la PAC
- → Connaissances de l'Agriculture, de son environnement et des techniques agricoles
- → Connaissance des réglementations et des circulaires relatives aux fonctions exercées
- → Connaissance des logiciels de gestion spécifique
- → Connaissance des outils graphiques
- → Connaissance des principes de contrôles par télédétection et maîtrise de la lecture des diagnostics
- → Maitrise de la méthodologie des contrôles



SAVOIR-FAIRE

- → Maitrise des dispositifs juridiques et réglementaires
- → Maitrise des outils informatiques spécifiques
- → Qualités rédactionnelles
- → Rigueur / fiabilité dans l'exécution des tâches
- → Capacité à convaincre
- → Capacité d'adaptation
- → Faire preuve de polyvalence
- → Diplomatie
- → Sens de l'organisation
- → Autonomie
- → Maitrise de soi



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignements sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter :

- Mme Sandrine DUPUY, conseillère recrutement mobilité formation – DRH/SEEC – mobilite@asp-public.fr
- Mme Peggy BOURDIN, Directrice Régionale – peggy.bourdin@asp-public.fr - Tél : 03 20 63 38 40
- M. Jean DELPLACE, Chef de Service – jean.delplace@asp-public.fr - Tél : 03 22 33 21 30

Poste du directeur territorial de la Martinique

N° poste

Catégorie A : cadre supérieur

Cotation : A4

Situation du poste : vacant le 24 février

Localisation : Fort de France

Présentation de l'environnement professionnel du poste

La direction territoriale de Martinique gère pour le compte de l'Etat et des collectivités territoriales 16 200 hectares soit 33 % des forêts de l'ile. L'essentiel de la forêt publique gérée par l'ONF (59 %) est territorialo-domaniale (FTD) : la collectivité territoriale de Martinique (CTM) est nue-propriétaire, l'ONF étant usufruitier. Cette gestion impose un partenariat fort avec la CTM.

La forêt domaniale du littoral représente 9% des forêts gérées. Elle représente 50 % du littoral.

La direction comprend 81 personnes.

Elle comprend un service administratif, une unité territoriale, une unité de production, un service ingénierie et développement en charge de l'environnement, de la gestion et de la prévention des risques, l'agence comptable secondaire Antilles-Guyane, un service forêt constitué en pôles (foncier, affaires forestières de l'Etat, géomatique, aménagement).

Le directeur/directrice pilote le service forêt.

Sur ce territoire à enjeux (forêts très fréquentées, hot spot de biodiversité, forte pression anthropique), l'ONF exerce des missions variées : gestion des forêts publiques, missions d'intérêt général pour le compte de l'Etat (protection de la biodiversité, surveillance du foncier, prévention des défrichements sur l'ensemble de l'île) et activités concurrentielles.

Sur financements de la CTM, l'ONF réalise des travaux et études pour l'accueil du public ou des travaux de mise en sécurité (y compris gestion des déchets) en forêt domaniale du littorale et en FTD (entretien et sécurisation des sentiers et sites d'accueil). L'ONF a réalisé également des travaux touristiques et sylvicoles pour requalifier des sites dans le cadre de démarche partenariale en mobilisant des fonds européens ; les recettes s'avèrent plus faibles que prévues et le temps de gestion des dossiers très important.

Le plan de relance a permis de mobiliser de nouveaux financements pour des projets forestiers (restauration écologique, lutte contre les espèces invasives avec chantiers d'insertion notamment).

La DT a initié des échanges avec la CTM depuis 2021 pour obtenir un financement à coût complet des actions pour lesquelles l'expertise ONF est sollicitée.

De grands projets sensibles sont en cours de conception ou de déploiement (aménagement de la plage des Salines, classement Unesco des volcans et des forêts de la montagne pelée et des pitons du nord de la Martinique, réhabilitation d'une décharge littorale à Anse Charpentier …). Compte tenu de ses missions et de l'intérêt des actions conduites sur le terrain, l'ONF a une forte visibilité sur ce territoire insulaire. L'ONF est l'un des rares acteurs du territoire à pouvoir assurer un projet de sa conception à sa réalisation.

Objectifs du poste

Le directeur/directrice territoriale définit et met en œuvre la stratégie territoriale.

Il développe et entretient les relations avec la CTM et les autres acteurs institutionnels (collectivités, préfecture, services de l'Etat, conservatoire du littoral, PNR …).

Il a sous sa responsabilité directe le service forêt.

Description des missions à exercer

- ✓ Définit la stratégie, négocie les objectifs et moyens de sa direction centrale, territoriale ou régionale.
- ✓ Porte la stratégie nationale. Élabore des directives. Conçoit et déploie les outils de suivi de l'activité.
- ✓ Définit les compétences nécessaires à l'atteinte des objectifs nationaux ou territoriaux.
- ✓ Manage ses collaborateurs directs. Valide les besoins en formation.
- ✓ Anime le comité de direction de sa structure et la revue de direction.
- ✓ Décline la stratégie définie par un directeur central, territorial ou régional ou par un plan d'actions, en politique, orientations, actions, objectifs commerciaux ou de production.
- ✓ Propose, négocie les objectifs et moyens de sa structure. Alloue les moyens.
- ✓ Suit et rend compte de l'état d'avancement et des résultats obtenus.
- ✓ Définit les compétences nécessaires à l'atteinte des objectifs de sa structure.
- ✓ Manage ses collaborateurs.
- ✓ Conduit la stratégie RH de son territoire.
- ✓ Préside les instances représentatives du personnel.
- ✓ Représente l'employeur. Accueille les nouveaux arrivants.
- ✓ Encadre et assure la gestion des équipes (objectifs, moyens et résultats). Conduit les entretiens professionnels. Formule des propositions : promotion, formation... Assure la cohésion de l'équipe : gère les différends individuels et collectifs, valorise les bonnes pratiques. Rend compte régulièrement de l'activité.
- ✓ Evalue les activités et analyse l'atteinte ou non des objectifs. Fait le point sur les résultats, les difficultés rencontrées, les opportunités d'amélioration et les besoins.
- ✓ Participe au comité de direction et met en œuvre ses décisions.
- ✓ Prend part à la détermination et à l'atteinte des objectifs de sa structure. Rend compte des activités de sa structure.
- ✓ Définit les évolutions sur son périmètre d'action.

RH24	Contribue à la prospective RH structure. En exprime	Contribue à la réflexion prospective RH sur sa les besoins en matière d'effectifs, de compétences. Participe aux entretiens de recrutement sur sa structure.
CM06	Gère les relations publiques interlocuteurs institutionnels.	Représente l'établissement auprès des
CM13	Représente les intérêts de l'ONF et de ses partenaires sein d'instances de	Promeut les enjeux importants de sa structure au concertation ou de gouvernance, institutionnelle ou administrative.
MN03	Anime le dialogue social	Anime le dialogue social sur son périmètre d'intervention et participe à la cohésion sociale.
MN15	Met en œuvre une organisation cible par des notes de	Met en oeuvre l'organisation de référence définie service ou des instructions.
PI07	Pilote et met en oeuvre une politique Réalise des tableaux	Identifie ou aide à l'identification des indicateurs. de bord (remontée des données, consolidation, analyse des écarts...). Rédige périodiquement un rapport de gestion sur la base des restitutions effectuées.

Autres activités :

PI01	Anime une revue de processus en connaît les	Assure l'amélioration continue de son processus, objectifs, le met en oeuvre, le suit grâce à des indicateurs, élabore et met à jour son plan d'actions. Il anime son processus au sein d'un réseau d'acteurs, prépare les synthèses nécessaires. Il alerte si nécessaire.

Observations complémentaires

Le poste est logé à côté des locaux de la DT

Personnes à contacter :

Nathalie BARBE : nathalie.barbe@onf.fr – 06 26 73 73 44

Olivier ROUSSET : olivier.rousset@onf.fr – 01 40 19 59 20 – 07 61 12 84 49

Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire

Office national des forêts

Direction territoriale Midi Méditerranée

Directeur (trice) de l'agence Etudes

N° du poste : 16615 **Catégorie : A** **Classement du poste : A3**		
Poste susceptible d'être vacant le 1er Mars 2023		
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence Etudes comprend quatre bureaux d'études (unités de production) et un pôle de spécialistes en écologie forestière. Les compétences de l'Agence Études sont variées : environnement et milieux naturels, paysage, accueil du public, adaptation au changement climatique. Les études réalisées peuvent être dans le champ concurrentiel, ou pour les agences territoriales, les Agences ONF en charge des Risques Naturels (DFCI,RTM), et la Mission d'Intérêt Général Biodiversité	
Objectifs du poste	Assurer le bon fonctionnement de l'agence études avec le soutien d'une assistante, des responsables de BE qui peuvent avoir des missions transversales des services de la DT (notamment pour les questions RH et outils de pilotage) et de l'adjoint du DT et du DT pour les questions stratégiques et arbitrage.	
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Animer l'équipe de l'agence études pour mettre en œuvre la stratégie études définie au niveau territorial et atteindre les objectifs fixés. Assurer le management des personnels placés sous sa responsabilité. Piloter l'activité de l'agence études : définir la stratégie, négocier contrats et feuilles de route, identifier les moyens nécessaires au bon fonctionnement de l'agence études, arbitrer objectifs et moyens, ajuster la stratégie, vérifier la qualité de la production, gérer les priorités. Assurer une bonne transversalité des missions et des interventions entre les BE. Participer à la direction de certains projets et au montage de projets complexes. Assurer la bonne qualité des interfaces entre l'agence études et les autres structures (DG, autres DT, agences territoriales, agence travaux, agence DFCI, agences RTM, mission commerciale).	
Champ relationnel du poste	Assurer, en lien avec le DT et son adjoint, le relationnel institutionnel avec certains partenaires. Poste à forte compétence managériale Contribution au réseau des DAET	
Compétences liées au poste	**Savoirs :**	**Savoir-faire :**
	-Compétences en communication interne et externe. - Capacité à monter des projets complexes. -Connaissance approfondie des métiers et de l'organisation de l'ONF.	-Capacités de management et d'organisation -Aptitudes à la conduite du changement -Disponibilité -Fort engagement dans le concurrentiel.
Personnes à contacter	Odile BOUCHAREINE, Chef de service des Ressources Humaines territorial, Direction Midi-Méditerranée odile.bouchareine@onf.fr	

(https://ofb.gouv.fr)

Directeur délégué du Parc naturel marin de Mayotte H/F

Référence : 2023/1172

Affectation : Direction des outre-mer

Catégorie : Encadrement supérieur

Résidence administrative : Pamandzi – Mayotte (976)

Statut du poste : Vacant

Date limite de candidature : 17/02/2023

Information générale

Positionnement hiérarchique : Sous l'autorité du directeur des Outre-mer.

Conditions d'emploi : Emploi permanent à pourvoir soit par un fonctionnaire (détachement ou PNA) ou un agent déjà en CDI de droit public (portabilité envisageable) ; soit en CDD de 3 ans (Rémunération : à partir de 2 748 € brut par mois selon expérience professionnelle).

Durée minimale attendue sur le poste : 3 ans

L'Office français de la biodiversité (OFB) est né le 1er janvier 2020. Ce nouvel établissement public, placé sous la tutelle des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture, a été créé pour protéger et restaurer la biodiversité. Il intègre les missions, les périmètres d'intervention et les 2 800 agents de l'Agence française pour la biodiversité (AFB) et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS).

Il contribue, s'agissant des milieux terrestres, aquatiques et marins, à la surveillance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité, ainsi qu'à la gestion équilibrée et durable de l'eau en coordination avec la politique nationale de lutte contre le réchauffement climatique (loi n°2019-773 du 24 juillet).

Pour remplir ses missions, l'Office s'appuie sur les 2 800 agents qui composent des équipes pluridisciplinaires (inspecteurs de l'environnement, ingénieurs, vétérinaires, techniciens, personnels administratifs, etc.) réparties sur tout le territoire national. Il est organisé de façon matricielle pour prendre en compte tous les milieux, en transversalité, selon une articulation à trois niveaux :
- une échelle nationale où se définissent et se pilotent la politique et la stratégie de l'OFB (directions et délégations nationales) ;
- une échelle régionale où s'exercent la coordination et la déclinaison territoriale (directions régionales) ;
- des échelons départementaux et locaux, de mise en œuvre opérationnelle et spécifique (services départementaux, antennes de façade, parcs naturels marins, etc.).

Le Parc naturel marin de Mayotte fait partie de la Direction des Outre-Mer et collabore avec les autres services de la DOM territorialement compétents (service départemental de Mayotte, Délégué territorial Océan Indien, Unité Technique connaissance Océan Indien) .

Il fonctionne en réseau (animé par la Direction des aires protégées) avec les sept autres Parcs naturels marins.

Le parc naturel marin de Mayotte (PNMM), géré par l'OFB, a été créé par décret n°2010-71 du 18 janvier 2010.

Englobant l'ensemble des eaux sous juridiction française autour de Mayotte, il forme l'une des plus grande aire marine protégée française avec une superficie de plus de 68 000km² et abrite une biodiversité d'une richesse exceptionnelle, exposée, à Mayotte, à des pressions anthropiques fortes dans le contexte d'explosion démographique et de développement socio-économique que connaît actuellement l'île, 101ème département français.

Comme tout parc naturel marin, il a pour objectif de contribuer à la connaissance du patrimoine marin ainsi qu'à la protection et au développement durable du milieu marin.

Depuis la transformation du PNM des Glorieuses en réserve naturelle nationale par décret du 8 juin 2021, cette AMP est gérée par les TAAF. Le PNM de Mayotte est représenté au conseil consultatif des TAAF, et au niveau technique, un travail partenarial est engagé.

Il est piloté par un Conseil de gestion de 46 membres composé de représentants de l'Etat et d'acteurs locaux, qui s'appuie sur :

- une équipe d'agents, composée d'un service ingénierie, d'un service opérations, d'une assistante administrative, financière et logistique, d'une cellule de communication et de l'équipe de direction
- et des moyens techniques et financiers alloués par l'OFB (budget de 1,9 M€ en 2022).

Le plan de gestion du Parc naturel marin est un document stratégique à 15 ans qui guide les mesures de protection, de connaissance et de développement durable à mettre en œuvre, sur la base des orientations de gestion définies dans le décret de création. Les ambitions de ce plan de gestion reposent sur la qualité de l'environnement marin et sur la pérennité des activités humaines, dans un objectif concerté de développement durable. Cette vision globale de la gestion de l'espace marin sert de cadre à l'ensemble des actions du Parc naturel marin pour la période 2012-2027.

Le Parc intervient en matière de surveillance et de police, notamment police de l'environnement et police des pêches.

Il porte par ailleurs une mission importante de mobilisation citoyenne et de sensibilisation de tous les publics, y compris scolaires.

Le directeur délégué du Parc est en permanence à l'interface entre l'OFB, le président du conseil de gestion et les services de l'Etat.

Mission

Délégué du directeur général de l'OFB auprès du conseil de gestion du PNM de Mayotte, et sous l'autorité du directeur des outre-mer, le directeur délégué :

- exerce les compétences qui lui ont été attribuées par le code de l'environnement et dans le cadre des orientations et décisions arrêtées par le conseil d'administration de l'OFB et par le conseil de gestion du parc ;

- assure le fonctionnement du conseil de gestion et l'animation de ses travaux ;

- met en œuvre le plan de gestion du parc, en cohérence avec les décisions du conseil de gestion, le document stratégique de bassin maritime et son plan d'actions, les politiques publiques sur le milieu marin, le contrat d'objectifs et de performance de l'établissement et ses stratégies d'actions, et avec celles des autres parcs naturels marins et de l'OFB ;

- dirige l'équipe du Parc composée d'environ 35 agents (15 agents permanents au 31/12/2022, complétés par des emplois non permanents en fonction des besoins) en développant sa compétence, sa cohésion et le partage de valeurs communes ;

Le directeur délégué peut être amené à représenter plus largement l'OFB sur des sujets connexes à son domaine d'activité principal lié aux PNMs.

Il est secondé par un directeur délégué adjoint également en charge du pilotage du service opérations du Parc.

Activités principales

- Assurer l'animation du conseil de gestion et de son bureau : préparer les séances, y participer avec une voix consultative, en assurer le secrétariat et la transposition des décisions en actes réglementaires ;
- Préparer les avis et analyses techniques du PNM et les propositions soumises à délibération du conseil de gestion, dont les avis conformes sur les projets susceptibles d'avoir des effets notables sur le milieu marin du Parc ;
- Diriger l'équipe du Parc en développant sa compétence, sa cohésion et le partage de valeurs communes ;
- Être force de proposition en ce qui concerne la politique du Parc et son positionnement auprès des autres acteurs du territoire ;
- Organiser la concertation avec l'ensemble des acteurs locaux concernés par la préservation et l'utilisation du milieu marin : être à l'écoute de l'ensemble des membres des conseils de gestion, connaître les enjeux liés à leurs activités, expliquer le positionnement du Parc, faciliter les relations entre acteurs, prévenir ou limiter les conflits ;
- Mettre en œuvre et suivre l'avancement de la mise en œuvre du plan de gestion par le déploiement du tableau de bord ; préparer la révision du plan de gestion ; préparer et mettre en œuvre la stratégie d'actions du Parc, le programme d'actions annuel, la stratégie de communication, les stratégies et plans de surveillance et de contrôle, en lien avec les différents partenaires du territoire, et en étant garant de la cohérence avec les autres stratégies (nationales, territoriales) ;
- Rédiger le rapport d'activités annuel du Parc ;
- Elaborer et suivre le budget du Parc ;
- Organiser et coordonner les travaux de l'équipe en mode gestion de projet ;
- Promouvoir l'outil « Parc naturel marin »;
- Contribuer à la construction de la DOM, notamment sur les aspects marins ;
- Représenter le Parc et l'OFB lors des rencontres avec les partenaires extérieurs en diverses circonstances.
- Participer et contribuer aux réunions du collectif des directeurs délégués et directeurs délégués adjoints, animé par la direction des aires protégées.

Relations liées au poste

Relations internes :

- Direction et service de la direction des Outre-mer, notamment le délégué territorial « Océan indien et TAAF »

- Direction des aires protégées
- Délégué mer
- Autres PNM
- Autres directions de l'OFB

Relations externes :

- Membre du conseil de gestion
- Préfet de Mayotte et le représentant de l'État en mer dans la zone maritime du sud de l'océan Indien
- Services déconcentrés et opérateurs de l'État
- Administration des TAAF
- Les partenaires institutionnels, les professionnels, les partenaires associatifs, les scientifiques
- Les collectivités, les acteurs locaux, le grand public.
- Les médias.

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A+, de niveau Bac + 8, justifiant d'une expérience concluante en management et en coordination de mise en œuvre de politiques publiques.

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Management des équipes
- Gestion administrative et financière
- Cadres méthodologiques de la conduite de projets et du travail en réseau
- Rôles et compétences des acteurs territoriaux en matière d'espaces protégées et sur le milieu marin.
- Politiques publiques de protection et de conservation du milieu marin, et cadres réglementaires afférents

Savoir-faire opérationnel :

- Animer et coordonner des équipes, développer l'esprit d'équipe autour d'un projet de territoire
- Animer des réunions multi-acteurs et conduire la concertation
- Piloter et suivre des projets, prioriser les missions
- Analyser les enjeux de territoire
- Maîtriser les domaines administratif, juridique et financier de la sphère publique
- Rechercher et engager des partenariats financiers et des accords-cadres
- Savoir travailler en réseau.

Savoir-être professionnel :

- Sens du relationnel, de l'écoute, du dialogue, de la diplomatie
- Rigueur, sens de l'organisation et de l'anticipation.
- Sens du service publique.
- Disponibilité et adaptabilité
- Réactivité

Conditions d'exercice / sujétions particulières

- Exercice en Outre-mer
- Travail pour partie en mer
- Travail ponctuel le week-end et en soirée

Dépôt de candidature

Pour déposer une candidature, les documents suivants vous seront demandés :

- CV
- Lettre de motivation

- Pour les fonctionnaires uniquement : dernier arrêté de situation administrative
- Pour les non titulaires : diplôme le plus élevé obtenu

ΓPS://OFB.GESTMAX.FR/APPLY/1172/1/DIRECTEUR-DELEGUE-DU-PARC-NATUREL-MARIN-DE-MAYOTTE-H-F)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

INSTITUT NATIONAL DE L'ORIGINE ET DE LA QUALITÉ

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)
Délégation territoriale Aquitaine Poitou-Charentes
1 quai Wilson
33130 BEGLES

Technicien(ne) territorial(e)

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste :
Catégorie : B (fonctionnaire ou statut unifié)</td></tr>
<tr><td colspan="3">Technicien(ne) spécialité technique et économie agricoles</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel
postes catégorie A(*) :</td><td>Groupes RIFSEEP: 2</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant à compter du 1er mars 2023
Date limite de candidature : 17 février 2023</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'INAO est un établissement public du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, chargé de mettre en œuvre la politique française concernant les produits sous Signes officiels d'Identification de la Qualité et de l'Origine (SIQO). Ses missions principales concernent, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG) ; la promotion des concepts SIQO, y compris à l'étranger dans des programmes de coopération ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de production des produits sous SIQO.
La délégation territoriale Aquitaine Poitou-Charentes intervient sur environ 200 SIQO (filières viticole, laitière et agro-alimentaire) ainsi que sur la filière agriculture biologique. La délégation est composée de 3 sites territoriaux : Bègles, Châteaubernard et Pau. Le site de Bègles compte 18 agents.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Participer à la réalisation des missions de l'INAO sur des projets dont la délégation a la responsabilité</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Sous l'autorité du délégué territorial, et en lien avec les ingénieurs de la délégation, l'agent:
- contribue au suivi des organismes de défense et de gestion (ODG) et à la protection des SIQO, et assure les relations courantes avec les professionnels et les organismes de contrôles ;
- participe aux équipes projets en charge de l'instruction des demandes de reconnaissance ou de modification du cahier des charges des produits sous SIQO ;
- instruit les demandes d'approbation des plans de contrôle et de leurs modifications ;
- contribue aux travaux de délimitation et de protection des aires des SIQO (instruction des avis sur les projets relatifs à l'aménagement du territoire, contributions techniques aux travaux des experts sur les délimitations des SIQO...) ;
- assure l'évaluation technique des organismes de contrôle agréés par l'INAO en charge du contrôle des SIQO ;
- participe aux actions d'information et de promotion sur les SIQO auprès des partenaires institutionnels de l'INAO, les établissements de formation.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Agents de la délégation territoriale (notamment les ingénieurs territoriaux assurant un encadrement fonctionnel) et services nationaux de l'INAO, administrations régionales et départementales, organisations professionnelles des filières.
Déplacements réguliers sur la délégation territoriale et sur le territoire national dans le cadre de la mission d'évaluation technique des organismes de contrôle.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Connaissances de la réglementation et des concepts SIQO
- Connaissance de l'environnement institutionnel et professionnel
- Maitrise des outils bureautiques</td><td>-Analyse et d'expertise technique
- Sens de la communication et du contact avec les professionnels,
- Rédaction de comptes rendus
Travail en équipe, et en réseau
Travail sur le terrain</td></tr>
</table>

	- Connaissances techniques des filières végétale, animale et/ou viticulture-œnologie et/ou agro-alimentaire *Un parcours adapté de formation « prise de poste » est proposé à l'agent à son arrivée*	- Conduite d'audit - Autonomie - Qualités relationnelles - Expression écrite (notes, courriers…), - Expression orale.
Personnes à contacter	Les candidatures, lettre de motivation, et parcours professionnel, doivent être adressées à la Secrétaire générale de l'INAO : Madame Patricia CARISTAN Tél. 01.73.30.38.02 - Courriel : p.caristan@inao.gouv.fr Informations techniques sur le poste : Monsieur Laurent FIDELE, délégué territorial Aquitaine Poitou-Charentes – Tel. 05.56.01.73.47 - Courriel : l.fidele@inao.gouv.fr	

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

INSTITUT NATIONAL DE L'ORIGINE ET DE LA QUALITÉ

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Institut National de l'Origine et de la Qualité
Service juridique et international
12, rue Henri Rol-Tanguy
93555 Montreuil

Chargée de mission juridique en charge du secteur viticole et de l'agriculture biologique

<table>
<tr><td colspan="2">N° du poste :

Catégorie : A (fonctionnaire ou statut unifié)</td></tr>
<tr><td>Cotation parcours professionnel
postes catégorie A(*) : 1</td><td>Cotation part fonction PFR :
Groupes RIFSEEP : 4</td></tr>
<tr><td colspan="2">Prise de poste à compter du 1er avril 2023
Date limite de candidature : le 16 février 2023</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td>L'Institut National de l'origine et de la qualité (INAO), établissement public à caractère administratif, sous tutelle du Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASA) est en charge de la mise en œuvre de la politique française relative aux signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité des produits agricoles et agroalimentaires. Ses missions principales sont, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG), la promotion de leurs concepts, ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions.

Le service juridique et international (SEJI) exerce une triple mission de conseil juridique, de sécurisation des décisions des instances et de traitement contentieux. Composé de 11 agents, il gère l'ensemble des actions de protection nationale et internationale des SIQO.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td>Au sein de l'équipe et en collaboration avec elle, l'agent(e) doit contribuer à l'expertise juridique dans le domaine des SIQO notamment dans le secteur viticole et en agriculture biologique.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td>Sous l'autorité de la responsable du service, l'agent(e) sera chargé(e) :

➢ <u>De l'expertise juridique dans le domaine des AO viticoles qui se décline par :</u>

- un volet national : le suivi des reconnaissances et modifications des cahiers des charges des AO viticoles, application des cahiers des charges en appui avec le pôle vins et le service contrôles de l'INAO. L'agent(e) devra également développer une expertise en droit pénal afin d'être en capacité d'indiquer l'opportunité ou non d'une constitution de partie civile pour l'INAO dans les cas de fraudes aux IG, suivre les étapes de ces procédures via l'animation d'un réseau national d'avocats pénalistes ;

- un volet européen : mise en œuvre et interprétation de la réglementation relative aux AO viticoles ;

- et un volet international : participation à la commission droit et information du consommateur de l'OIV.

➢ <u>De l'expertise juridique sur les sujets liés à la mise en œuvre de la réglementation agriculture biologique</u> tant dans ses volets interprétation que contrôles.

➢ Du conseil juridique auprès de la mission économie de l'INAO quant à la sécurisation des conventions passées avec les partenaires.

➢ <u>Eventuellement le volet RGPD du poste pourra être maintenu</u> avec la sécurisation dans la communication et la diffusion de données (déléguée à la protection des données).</td></tr>
</table>

<table>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Contacts réguliers tant en interne avec les agents de l’Institut et les professionnels qu’en externe avec les administrations intervenant aux côtés de l’Institut</td></tr>
<tr><td rowspan="4">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td rowspan="3">- Compétences en droit européen et national (pour les volets viticole et agriculture biologique).
- Compétences en droit pénal.
- Très bonne maîtrise de l’anglais exigée.
- Connaissance de l’environnement institutionnel et interministériel de l’INAO.

Un parcours de formation « prise de poste » est proposé à l’agent à son arrivée</td><td>Capacité d'analyse et de synthèse ;
Qualité rédactionnelle ;
Sens du travail en équipe ;
Esprit d’initiative, autonomie ;
Réactivité.</td></tr>
<tr><td></td></tr>
<tr><td></td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel, doivent être adressées à la Secrétaire générale de l’INAO : Madame Patricia CARISTAN
Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : p.caristan@inao.gouv.fr

Informations sur le poste : Madame Nathalie MARTY-HOUPERT-– Responsable du Service juridique et international Tél. : 01.73.30.38.34 - courriel : n.marty-houpert@inao.gouv.fr Madame Emilie COLOMBO Responsable adjointe Tél. : 01.73.30.38.35 - courriel : e.colombo@inao.gouv.fr</td></tr>
</table>

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Conservatoire du littoral

Réf : BRT–P–2022-25 RM

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire du littoral recrute un(e) :

Responsable du pôle foncier *(F/H)* pour la délégation Bretagne à Plérin (22)

Poste à temps complet ouvert aux agents de catégorie A accessible :

- Aux fonctionnaires par voie de détachement (contrat de détachement de 3 ans renouvelable)
- Aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi-statut (décret n°2016-1697)
- Aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme)

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège en 2022 environ 213 000 ha situés sur le littoral, dont environ le tiers en Outre-mer. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », est de protéger environ 320 000 ha. Une partie de la gestion des terrains sous la protection du Conservatoire est confiée aux collectivités territoriales, à des établissements publics ou à des associations.

Le Conservatoire emploie actuellement 175 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort, à Paris et dans les « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées, en lien avec les services du siège national, de négocier l'acquisition des terrains, d'organiser la maîtrise d'ouvrage des projets et travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en piloter la gestion, en lien avec les structures gestionnaires.

La direction de l'établissement est située à Paris. La directrice adjointe et les 3 services nationaux du siège sont situés à Rochefort. Ils comprennent une soixantaine d'agents répartis au sein du Secrétariat général, de la direction de l'action foncière et des systèmes d'information (Dafsi) et de la direction de la gestion patrimoniale (Dgpat).

La délégation Bretagne du Conservatoire du littoral est localisée à Plérin (22). Elle est constituée d'une équipe de 16 personnes et organisée autour de trois thématiques : mission foncière, mission de propriétaire et administration générale. La délégation compte près de 150 sites naturels, pour environ 12 000 ha acquis ; la gestion de ces espaces est confiée à 60 gestionnaires et 140 gardes du littoral (dont une quarantaine est assermentée).

Description du poste

Dans ce contexte, le responsable du pôle foncier est recruté pour piloter l'activité foncière de la délégation assurée par une équipe permanente composée d'une chargée de mission, d'une assistante administrative et d'une équipe temporaire composée de trois chargés de projet.

Description des missions

Le responsable du pôle foncier gère et met en œuvre les actions foncières de la délégation, plus particulièrement dans les domaines suivants :

- Stratégie foncière :

Co-construction et mise en œuvre de la stratégie foncière de la délégation aux côtés du délégué de rivages suivant une feuille de route interne à court et moyen termes ;
Elaboration et instruction des procédures de création et/ou d'extension des périmètres d'intervention foncière de l'établissement (analyse prospective, concertation préalable) ;
Elaboration et instruction des procédures de création de zones de préemption en relation avec les départements ;
Suivi des documents de planification (PLU, PLUi, SCOT) et d'études à enjeux fonciers pour l'établissement (ex : Etudes ADS, Stratégies locales de gestion du trait de côte, ...).

- Acquisitions foncières :

Instruction et suivi des procédures d'acquisitions (négociations amiables, préemptions, procédures d'attribution ou d'affectation de domaine public) ;
Elaboration et suivi des procédures d'expropriation ;
Démarches d'animations foncières (analyses de territoires, prospections...).

- Partenariats :

Mise en œuvre et suivi des partenariats fonciers (SAFER, EPF, Départements …).

- Mission de propriétaire :

Suivi des contentieux liés à la mission foncière en relation avec le service foncier et juridique du Conservatoire du littoral et les avocats ;
Occupations sans titre du domaine public : inventaires, définitions de protocoles, analyses juridiques, concertation avec les institutionnels, médiation avec les propriétaires privés.

Le responsable du pôle foncier participe également à la préparation des réunions du conseil de rivages (ordres du jour, rédaction des procès-verbaux et des relevés de décision) ainsi qu'à la préparation des dossiers fonciers de la délégation présentée en Conseil d'administration.

L'agent est amené à effectuer des déplacements sur les quatre départements de la délégation et occasionnellement au siège à Rochefort (17) et à Paris.

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Le responsable de pôle est placé sous l'autorité hiérarchique du délégué de rivages.
En tant que responsable de pôle, il pilote une équipe de 4 personnes comprenant un agent permanent (catégorie B) et trois agents temporaires sur la mission relative aux baies prioritaires à algues vertes.
En interne, il est en relation fonctionnelle avec les chargés de mission patrimoniale des sites concernés, les agents de la délégation et les services nationaux de l'établissement qui viennent en soutien au projet.
En externe, il est en contact régulier et direct avec les propriétaires, les notaires, les services de l'état, les collectivités locales.

Profil et compétences requises

- Formation universitaire BAC +3 à +5
- Expérience et intérêt pour l'aménagement du territoire et la protection des espaces naturels
- Connaissance du contexte littoral
- Expérience et autonomie dans la mise en œuvre des procédures foncières
- Forte culture juridique
- Connaissance de l'organisation administrative territoriale et des services de l'Etat
- Maitrise de la commande publique
- Bonne organisation du travail et notamment du fonctionnement en mode projet
- Réactivité
- Rigueur, méthode, sens des responsabilités
- Capacités de négociation, maîtrise de la concertation
- Sens du contact, des relations humaines et de la médiation
- Bonne expression écrite et orale
- Connaissance et pratique des outils bureautiques et SIG
- Capacité à encadrer une petite équipe, des stagiaires et vacataires
- Maîtrise des outils bureautiques
- Très bon relationnel, autonomie et disponibilité (déplacements fréquents)
- Permis B exigé.

Caractéristiques du poste

Poste à temps complet ouvert à des agents de catégorie A, accessible :
- Aux fonctionnaires par voie de détachement (contrat de détachement de 3 ans renouvelable) ;
- Aux agents contractuels de droit public déjà en poste au Conservatoire du littoral ou dans un établissement relevant du quasi-statut (décret n° 2016-1697) ; en CDD pour une durée de 3 ans.
- Aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme)

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir à partir du **1er avril 2023.** Il est localisé à la délégation Bretagne du Conservatoire du littoral à Plérin (Côtes d'Armor).

Renseignements et dépôts des candidatures
Les dossiers de candidature (CV, lettre de motivation et dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires - merci de joindre l'arrêté avec la lettre de motivation dans un seul fichier PDF) sont à déposer au plus tard le **10 février 2023** :

En ligne : http://www.conservatoire-du-littoral.fr – rubrique offres d'emploi

Renseignements sur le poste ***(pas de dépôt de candidature à ces adresses)***
Didier OLIVRY, délégué de rivages Bretagne
Tél : 02 96 33 66 32
d.olivry@conservatoire-du-littoral.fr

Gwenal HERVOUET, délégué adjoint
Tél : 02 96 33 66 32
g.hervouet@conservatoire-du-littoral.fr

Renseignements administratifs ***(pas de dépôt de candidature à cette adresse)***
Emmanuelle JOUTEUX-TERNY, responsable des ressources humaines
e.jouteux@conservatoire-du-littoral.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction générale de l'enseignement et de la recherche
Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises
Mise à disposition dans le cadre du COMAPI
auprès de l'agence ERASMUS + France / Education Formation

Chargé(e) de promotion et d'animation – Enseignement supérieur

N° du poste : A5INT00027 **Catégorie : A / A+**	
Classement parcours professionnel : 2	**Groupe RIFSEEP :**
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	**L'agence Erasmus + France / Education Formation assure, pour la France, la promotion et la gestion du programme européen Erasmus + et de ses dispositifs sur les volets Education et Formation.** **Située à Bordeaux depuis 2003, elle est un Groupement d'Intérêt Public (GIP) placé sous la tutelle des ministères chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle.**
Objectifs du poste	**Au sein du pôle « Acteurs de l'enseignement supérieur », le (la) chargé(e) de mission agira auprès des établissements d'enseignement et des partenaires concernés, pour promouvoir le programme Erasmus +, développer son accessibilité et accompagner le montage de projets.** **Son action s'inscrira en particulier dans le champ de l'enseignement agricole supérieur, court et long, en lien avec la DGER et ses réseaux de coopération européenne et internationale.**
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	- **Contribuer à l'élaboration des stratégies de promotion des opportunités du programme Erasmus + et de leurs déclinaisons en plans d'action, avec un focus fort sur l'enseignement agricole** - **Identifier de nouvelles cibles potentielles bénéficiaires du programme Erasmus +, notamment parmi les établissements de l'enseignement agricole** - **Animer des séquences de formation répondant aux besoins de ces publics cibles, en utilisant des ressources documentaires adaptées et spécifiquement produites** - **Coordonner un bilan annuel de la participation des établissements de l'enseignement agricole au programme Erasmus +** - **Participer à la veille de l'Agence relative aux évolutions des politiques d'éducation et de formation pour connaître les acteurs et le contexte institutionnel d'intervention, et assurer le relais nécessaire vers l'enseignement agricole** - **Accompagner les établissements de l'enseignement agricole dans la digitalisation du programme Erasmus +**

<table>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Le (la) chargé(e) de mission sera l’un des deux référent(e)s de l’Agence pour le MASA. Il (elle) sera en contact très régulier avec la DGER / BRECI et ses réseaux dédiés, et travaillera de manière étroite avec les acteurs de l’enseignement agricole supérieur court et long (établissements publics et privés, services déconcentrés). Si nécessaire, il (elle) assurera le relais entre établissements de l’enseignement agricole et gestionnaires de l’Agence, pour une mise en œuvre réussie des projets.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>- Connaissance générale des acteurs et du contexte institutionnel
- Capacité à s’approprier la stratégie de la structure d’accueil pour la valoriser vers les interlocuteurs MASA
- Aisance relationnelle, sens collaboratif, réactivité
- Langue anglaise</td><td>- Identifier des opportunités pour développer une vision stratégique
- Construire des réseaux pour agir
- Synthétiser des informations
- Concevoir et animer des réunions en y dispensant des conseils techniques
- Conduire et piloter un projet</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Philippe RENARD, Chef du BRECI / DGER
philippe.renard@agriculture.gouv.fr
Stéphanie MANGIN, Chargée de mission au BRECI / DGER
stephanie.mangin@agriculture.gouv.fr
Isabelle OUILLON, Cheffe du BMSA / DGPE
isabelle.ouillon@agriculture.gouv.fr</td></tr>
</table>

-

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

DIRECTION REGIONALE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE, ET DE LA FORET

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Technicien(ne) informatique

S

N° appel à candidature : 23519	**Catégorie : B**
Cotation parcours professionnel : SO	**Cotation Groupe RIFSEEP : 3 si corps des secrétaires administratifs ou techniciens supérieurs**
Filière d'emploi : 21 – Numérique et systèmes d'information et de communication	
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation : DIJON (21)** **4 bis rue Hoche - BP 87865 - 21078 DIJON Cedex**

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail.
Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence pour les filières agricoles et de la pêche.
Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières
de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :
• met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et
européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
• assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques et techniques en contribuant par exemple à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
• organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques au travers des conseils spécialisés de filière.

Le service FranceAgriMer est basé à la DRAAF Bourgogne-Franche-Comté, qui compte environ 120 agents sur le site de Dijon et 80 sur le site de Besançon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Le (la) technicien(ne) informatique sera en poste au sein du secrétariat général et interviendra pour toute la communauté DRAAF.

Objectifs du poste

Assurer le fonctionnement de l'ensemble du système informatique pour toute la communauté de travail

Apporter un soutien au fonctionnement applicatif FranceAgriMer auprès des agents FAM

Missions et activités principales :

Missions :

- Assurer le fonctionnement continu et la bonne performance du SI sur une DRAAF bi-site.
- Etre la personne ressource pour les applications FranceAgriMer.
- Contribuer au fonctionnement continu et à la bonne performance du SI.
- Assurer le lien entre le SRFAM et le Centre de services de Montreuil.

Activités :

- Contribuer au pilotage d'un système d'information cohérent
- Assurer la continuité de service et anticiper les évolutions du SI
- Contribution à la continuité des missions du pôle et du service
- Administrer les systèmes et réseaux
- Assister et conseiller les utilisateurs y compris par des formations
- Contribuer, par son expertise et son aide, aux décisions du domaine
- Veiller aux bonnes pratiques en matière de sécurité des SI
- Configurer et adapter le SI aux outils FranceAgriMer

Relations fonctionnelles du poste :

Assurer le fonctionnement continu et la bonne performance du SI sur une DRAAF bi-site. Etre la personne ressource pour les applications FranceAgriMer.

Contribuer au fonctionnement continu et à la bonne performance du SI.

Assurer le lien entre le SRFAM et le Centre de services de Montreuil.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaître l'environnement institutionnel, les procédures administratives et budgétaires
- Connaître les normes d'ingénierie du domaine et de son environnement
- Entretenir les compétences techniques et informatiques et savoir les transférer sous forme de procédures

Savoir-faire / Maîtrise

- Ecouter et anticiper
- Avoir le sens du dialogue, de la communication et de la pédagogie
- Conduire un projet
- Avoir le sens de l'organisation et de la planification
- Faire preuve d'adaptabilité et de réactivité
- Informer et rendre compte
- Se rendre disponible

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum baccalauréat pour les candidats contractuels mais Bac +2 souhaité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières. Poste compatible avec du télétravail

Poste clé[1] :	Oui	Non X
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non X
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non X

Personnes à contacter

Marc SCHMIEDER – Responsable du pôle informatique et logistique
03 39 59 40 55 - 07 64 76 05 08
Marc.schmieder@agriculture.gouv.fr

Tiphaine LELIEVRE
Chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr
01.73.30.22.35

Conditions de travail

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 16/02/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

NOUVELLE AQUITAINE

Adjoint Chef d'unité « Contrôles »

N° appel à candidature : 23518	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 4.1si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant – Prise de fonction juin 23	**Localisation :** Poitiers (86) 15 rue Arthur Ranc – 86000 Poitiers

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail.
Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle du Ministère chargé de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée.

L'établissement s'appuie au niveau local sur ses services territoriaux placés sous l'autorité des préfets de région et des directeurs des DRAAF.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Le service FranceAgriMer en Nouvelle-Aquitaine est un service à part entière de la DRAAF. Il est composé de 70 agents localisés sur plusieurs sites : Bergerac, Bordeaux, Poitiers et Limoges. Le pilotage est assuré par un chef de service basé à Bordeaux et deux adjoints basés à Poitiers et Bordeaux.
Au sein du service FranceAgriMer de la DRAAF Nouvelle-Aquitaine, l'unité « Contrôles » assure le contrôle des aides communautaires, nationales et de dispositifs spécifiques dans le respect des guides de procédure ainsi que des contrôles normatifs de produits.

L'unité « Contrôles » repose sur une organisation multi site (Bergerac, Bordeaux, Poitiers, Limoges). Le pilotage en est assuré par un chef d'unité basé à Bordeaux et de deux adjoints basés à Poitiers et Bergerac.

Objectifs du poste

Assurer, sous l'autorité hiérarchique du chef de service et en lien avec le chef de l'unité « Contrôles » basé à Bordeaux, le pilotage, l'encadrement et l'animation d'une équipe de contrôleurs chargés de missions techniques ou de contrôles, dans le respect des guides de procédure.

Il s'agit notamment de contrôles :

- d'aides communautaires (liés à l'OCM Fruits et Légumes, à l'OCM Vin, aux programmes sociaux, aux mesures exceptionnelles de gestion de crise toutes filières),

- d'aides nationales et de dispositifs spécifiques (vergers, investissements matériels en entreprise, apiculture, équarrissage, suivi des marchés animaux, cotations, enquêtes, prélèvements, obligations de collecteurs),

- des contrôles normatifs de produits (Bois et plants, VSIG, pesée classement marquage des carcasses, agrément et suivi des classificateurs).

Missions et activités principales :

- Encadrer et animer une équipe d'environ 30 agents titulaires itinérants et quelques CDD répartis sur quatre sites ;
- Organiser et planifier les missions dans des délais impartis et dans le respect des guides de contrôle et de procédure ;
- Assurer le suivi continu, la supervision et la validation des contrôles ;
- Assurer le suivi et la diffusion de la réglementation et des procédures en collaboration avec les agents référents et en relation avec les services du siège ;
- Assurer le suivi des tableaux de bord et le pilotage en relation avec le chef de service ;
- Assurer le lien avec l'unité Contrôles du siège de FranceAgriMer.

Relations fonctionnelles du poste :

Bénéficiaires des différents dispositifs notamment professionnels et entreprises des différentes filières agricoles ;
Equipe de l'unité Contrôles du siège de FranceAgriMer ;
Chefs des unités du service et des autres services de la DRAAF ;
Représentants d'autres administrations.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- FranceAgriMer, son organisation et ses missions ;
- Connaissance des politiques agricoles, des réglementations nationales et communautaires ;
- Connaissance des filières agricoles ;

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtrise des procédures nationales et communautaires dans le domaine agricole ;
- Maîtrise des techniques spécifiques de contrôle ;
- Maîtrise des applications spécifiques ;

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

- Connaissance en comptabilité générale des entreprises ; - Connaissance approfondie des procédures de contrôle ; - Connaissance du contexte des organismes payeurs.	- Maîtrise des techniques de communication écrite et orale et de management ; - Animation de réunions ; - Autonomie, adaptabilité et réactivité; - Aptitude à l'organisation, la planification ; - Esprit d'analyse et de synthèse ; - Aptitude au dialogue et à la négociation.

Diplôme – Expérience professionnelle

Expérience réussie sur des fonctions similaires
Minimum licence en cas de candidature de contractuel

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé[1] :	Oui	Non x
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non x
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non x

Personnes à contacter

Valérie LAPLACE - Chef du service FranceAgriMer Nouvelle-Aquitaine
valerie.laplace@franceagrimer.fr
Tél : 05 35 31 40 20

Tiphaine LELIEVRE - chargée d'études recrutement
mobilitE@franceagrimer.fr
Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 16/02/2023

Le dossier de candidature doit comporter :
- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.
En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.
Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Responsable de pôle « Marché d'achat de denrées » du dispositif « Aide alimentaire »

Direction des Interventions / Service Marchés, Certificats et Qualité / Unité Certificats, Aide Alimentaire et Meunerie

N° appel à candidature : 23517	**Catégorie : A**
Cotation parcours professionnel : 1	**Cotation Groupe RIFSEEP :** **Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement** **Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat**
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant – prise de fonction dès que possible	**Localisation :** **12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex**

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.
La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle sur Ministère en charge de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance rénovée fin 2019.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

FranceAgriMer opère également pour le compte de la direction générale de la cohésion sociale (DGCS - Ministère des solidarités et de la santé) de la gestion du Fonds européen d'aide au plus Démunis (FEAD). La mission de FranceAgriMer a été confirmée dans la cadre du FSE+, lequel englobe depuis 2022 l'ensemble des aides sociales de l'UE, pour toute la période de programmation (7 ans).

Dans le cadre de ses missions, l'unité « Certificats, Aide Alimentaire et Meunerie » de la Direction des interventions de FranceAgriMer est chargée de la délivrance, du suivi et de l'apurement des certificats UE import/export, de CERTIVETO (support technique financement national), de CERTIPHYTO (support technique délivrance diplôme), des contingents de meunerie ainsi que l'achat et le transport, par l'intermédiaire de marchés publics, des denrées destinées aux associations caritatives qui en assurent la distribution auprès des bénéficiaires de l'aide alimentaire.

L'unité est composée de 4 pôles regroupant 23 agents, dont 8 affectés au pôle « Certificats et Meunerie » et 13 affectés au dispositif « Aide Alimentaire ».

Les 3 pôles « Marché achat de denrées », « Marché transport et logistique » et « Appel d'offres et qualité des denrées » travaillent en étroite collaboration.

Objectifs du poste

Le poste consiste à assurer l'organisation et l'animation du pôle « Marché d'achat de denrées » en charge de l'exécution des marchés de fourniture de produits alimentaires au profit des associations caritatives dans le cadre des crédits du FSE+ et plus particulièrement :

- d'assurer le pilotage et l'adaptation des procédures dans un objectif d'optimisation des délais de paiements des fournisseurs de produits alimentaires ;
- de respecter les calendriers des appels de fonds relatifs aux déclarations des dépenses « Denrées » auprès de l'Union Européenne.

Missions et activités principales :

- Participer à l'organisation et à l'animation du pôle« Marché d'achat de denrées » et respecter les calendriers des appels de fonds relatifs aux déclarations des dépenses « Denrées » auprès de l'UE :
  - Assurer le suivi des activités paiement et déclarations des dépenses.
  - Concevoir, adapter et mettre à jour les procédures.
  - Gérer les bons de commande et pénalités administratives liés à ces marchés.
- Encadrement d'une équipe.
- Partager les informations avec les deux autres pôles de l'aide alimentaire et rendre compte.
- Contribuer aux évolutions informatiques du dispositif de l'aide alimentaire.
- Répondre aux auditeurs en charge du contrôle des dépenses.
- Assurer la suppléance de la responsable de cellule du marché « Transport et Logistique » en cas d'absence.
- Etre force de proposition quant à l'optimisation de la gestion du dispositif de l'aide alimentaire.

Relations fonctionnelles du poste :

- Les agents du pôle et de l'unité ;

- Les services support sollicités pour les missions de l'unité (unité Contrôles, service financier, service juridique, Agence comptable, DCSF, service informatique, etc.) ;
- Les corps de contrôle interne et externe ;
- Les fournisseurs de denrées ;
- Les services de la direction générale de la cohésion sociale, du ministère de l'agriculture et de la Commission européenne.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance de l'organisation de l'établissement, de son environnement administratif (organisme payeur).
- Expérience d'encadrement d'équipe.
- Formation ou expérience dans le domaine de l'exécution des marchés publics.
- Maîtrise de la règlementation UE relative aux crédits UE (contexte « Fonds structurels »).

Dans le cadre du parcours d'intégration : un accompagnement par le biais de formation ou de tutorat sera proposé si besoin au candidat pour s'approprier le domaine d'intervention et sa réglementation.

Savoir-faire / Maîtrise

- Travailler en équipe et en réseau
- Mobiliser les ressources en interne comme en externe
- Technique de management.

Savoir être :

- Adaptabilité,
- Bonne communication,
- Capacité d'anticipation, d'analyse et de synthèse,
- Rigueur,
- Réactivité,
- Autonomie,
- Gestion du stress.

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+ 3 et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

Contraintes du poste :

Missions pouvant impliquer des contraintes horaires liées à la gestion de crise qui implique une forte réactivité dans le travail.

Poste clé[1] :	Oui	Non ■
Poste à caractère sensible[2] :	Oui	Non ■
Poste à privilèges[3] :	Oui	Non ■

Personnes à contacter

Christophe DASSIE – Direction des Interventions

Tél : 01.73.30.24.30 – christophe.dassie@franceagrimer.fr

Cécile HERBILLON – Direction des interventions

Tel : 01.73.30.23.80 – cecile.herbillon@franceagrimer.fr

Mélanie GUITARD – Direction des interventions

[1] Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.
[2] Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.
[3] Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

Tel : 01.73.30.22.29 – melanie.guitard@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE - Chargée de mission recrutement
Tél. : 01.73.30.22.35 - Mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.
Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.
Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 16/02/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

anses

L'Anses recrute
Evaluateur scientifique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de la physico-chimie et des méthodes d'analyse (H/F)

Poste basé à Maisons -Alfort (94)

Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail

L'Anses apporte les repères scientifiques nécessaires pour protéger notre santé contre les risques associés à l'alimentation, l'environnement et le travail, ou qui affectent les animaux et les plantes. Elle étudie, évalue et surveille les risques chimiques, microbiologiques et physiques et aide ainsi les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires, y compris en cas de crise sanitaire. Agence nationale au service de l'intérêt général, l'Anses relève des ministères chargés de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, du travail et de la consommation. Face aux menaces nouvelles liées aux évolutions du climat, des technologies et nos choix de société, elle œuvre chaque jour à mobiliser la science pour un monde plus sûr, plus sain, pour tous.

1400 collaborateurs | **16** sites en France | **9** laboratoires

Plus d'information sur notre page recrutement.

Vos missions

Rattaché(e) à la Direction de l'évaluation des produits réglementés, (DEPR)
Unité Physico-Chimie et Méthodes d'Analyse des Produits réglementés

La DEPR a en charge l'évaluation scientifique des substances et produits phytopharmaceutiques et biocides, des matières fertilisantes et supports de cultures, dans le cadre des autorisations de mise sur le marché. La DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel à ses comités d'experts spécialisés dédiés, aux groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence. La DEPR intervient également dans son domaine de compétence en réponse aux saisines adressées à l'agence et pilote des études de recherche et développement dédiées à l'amélioration des méthodologies d'évaluation des risques.

Votre équipe

L'Unité Physico-chimie et Méthodes d'Analyse des Produits réglementés est chargée de l'évaluation des études soumises dans les dossiers déposés à l'Anses. L'unité évalue les études touchant la physico-chimie, les méthodes d'analyses et la caractérisation des substances actives techniques pour les dossiers de substances actives lors de leur demande d'approbation au niveau européen et des produits phypharmaceutiques et biocides, ainsi que des matières fertilisantes et supports de cultures, dans le cadre des autorisations de mise sur le marché (AMM). L'unité contribue également aux dossiers préparés dans le cadre du règlement REACh.
L'équipe est composée de 18 agents.

Date de prise de fonctions :
Dès que possible

Rémunération :
Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires ou selon statut particulier si fonctionnaire.

Conditions particulières :
Le titulaire de poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts

Catégorie d'emploi :
Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A

Votre quotidien

Sous l'autorité du chef d'unité, l'évaluateur scientifique et technique est en charge d'assurer l'évaluation scientifique des dossiers d'AMM des produits phytopharmaceutiques et biocides dans le domaine de la physico-chimie et des méthodes d'analyse.

A ce titre, il devra :

- Evaluer les données incluses dans les dossiers déposés dans le cadre des procédures communautaires et françaises d'AMM.
- Analyser et critiquer les données proposées en fonction de l'état actuel des connaissances scientifiques et des lignes européennes existantes.
- Etablir sur cette base un rapport de synthèse en français ou en anglais dans le domaine de compétence concerné.
- Respecter les délais de l'évaluation.
- Contribuer à la préparation des avis.

Travailler chez nous, c'est :

Contribuer au quotidien à notre collectif et à nos engagements.

Et pouvoir bénéficier :

- D'une politique de développement des compétences dynamique
- De 10 jours de télétravail mensuels (sous conditions)
- De différents avantages (restaurant d'entreprise/tickets restaurant, RTT, offre d'activités *via* l'association du personnel)

Infos pratiques :

- Le poste est basé à Maisons-Alfort
- Accès ligne ⑧

Bus 181
Accès parking souterrain

Votre profil

Formation et expérience requises :

- BAC + 3 minimum
- Bac + 5 à BAC + 8 souhaité (Master 2, DEA, doctorat ou diplômes d'ingénieur) en chimie, physico-chimie, méthodes d'analyse ou microbiologie
- Expérience professionnelle dans le domaine des produits réglementés

Compétences :

- Avoir des connaissances approfondies dans le domaine de compétence exercé
- Bonne connaissance des techniques analytiques (chromatographie, spectrométrie de masse, …)
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur)
- Communiquer couramment en anglais scientifique et technique
- Bonne capacité rédactionnelle

Pour postuler :

- ***Contact opérationnel :***
  Thérèse Six
  therese.six@anses.fr

- Adresser au plus tard le 03/02/2023, lettre de motivation + CV en indiquant la référence 2023-009 à recrutement@anses.fr

www.anses.fr

L'Anses recrute, accompagne et valorise les talents dans leur diversité pour s'engager au service de la santé publique.
Rejoignez-nous !

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

anses

L'Anses recrute
un/une Chargé/chargée de projet sur la réglementation REACH (H/F)

Poste basé à Maisons-Alfort (94)

- Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation –-

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail

L'Anses apporte les repères scientifiques nécessaires pour protéger notre santé contre les risques associés à l'alimentation, l'environnement et le travail, ou qui affectent les animaux et les plantes. Elle étudie, évalue et surveille les risques chimiques, microbiologiques et physiques et aide ainsi les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires, y compris en cas de crise sanitaire. Agence nationale au service de l'intérêt général, l'Anses relève des ministères chargés de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, du travail et de la consommation. Face aux menaces nouvelles liées aux évolutions du climat, des technologies et nos choix de société, elle œuvre chaque jour à mobiliser la science pour un monde plus sûr, plus sain, pour tous.

1400 collaborateurs | **16** sites en France | **9** laboratoires

Plus d'information sur notre page recrutement.

Vos missions

Sous l'autorité de la cheffe d'unité, vous aurez pour mission d'évaluer la toxicité des substances chimiques inscrites au programme de travail de l'unité sur la base des données disponibles et à les présenter au comité d'experts référent sur la thématique.
Vous serez amené(e) à évaluer la qualité des données disponibles, et le cas échéant, à suggérer de nouveaux protocoles d'études pour compléter les données manquantes ; et à comparer les évaluations avec celles de substances proches afin d'envisager les mesures de gestions applicables aux substances examinées dans le cadre du règlement REACh. Vous devrez aussi évaluer les différentes mesures de gestions disponibles afin de gérer les risques identifiés. Ce travail se fera en collaboration avec d'autres agents de l'ANSES et des experts des comités d'experts et vous en assurerez la coordination au sein de l'équipe projet.
Une fois autonome, vous pourrez être amené(e) à présenter et défendre les travaux de l'Agence au niveau national et européen.
Vous pourrez également apporter un appui scientifique à la réalisation des expertises au sein de l'unité, et en particulier aux saisines entrant dans son champ de compétence.

Date de prise de fonctions :
Dès que possible

Rémunération :
Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires ou selon statut particulier si fonctionnaire.

Conditions particulières :
Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts*

Le titulaire est amené à travailler dans un contexte de travail nécessitant une pratique courante de l'anglais à l'oral comme à l'écrit

Catégorie d'emploi :
Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A

Votre équipe

La Direction de l'évaluation des risques (DER) assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, à la santé au travail, à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et à la santé des végétaux. Elle fait appel aux collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle assure des missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Au sein de cette direction, l'Unité d'évaluation l'Unité Reach, CLP et perturbateurs endocriniens (URCP) conduit des expertises sur les dangers et les risques des substances chimiques dans le cadre des règlements REACH (règlement (UE) n°1907/2006) et CLP (règlement (CE) n°1272/2008). Dans ce cadre, elle élabore les dossiers scientifiques proposés par la France, les porte au niveau européen et les défend. Elle est aussi impliquée de manière privilégiée dans plusieurs actions en lien avec la seconde Stratégie nationale sur les Perturbateurs Endocriniens (SNPE2). Aussi, l'URCP est à

l'interface entre les ambitions nationales et l'implémentation des politiques européennes dans le domaine de la sécurité chimique pour le consommateur, le travailleur et l'environnement. Pour toutes ces missions, l'URCP s'appuie sur différents collectifs d'experts spécialisés et est composée de 13 agents chimistes, toxicologues et écotoxicologues. L'URCP travaille en étroite collaboration avec de nombreuses directions de l'ANSES dont la direction d'évaluation des produits règlementés et la mission sciences sociales, expertise et société. Elle est aussi impliquée dans la mise en œuvre du partenariat européen pour améliorer l'évaluation des risques liés aux substances chimiques (PARC).

Votre quotidien

Dans le cadre des réglementations REACh et le cas échéant de la réglementation CLP :

- Conduire des analyses systématiques de la littérature
- Analyser les études expérimentales écotoxicologiques (in vivo, in vitro, in silico, QSAR) et le devenir de la substance dans l'environnement
- Analyser les données disponibles dans la littérature scientifique ou mises à disposition par les industriels sur la substance chimique étudiée, tant en terme de danger, d'usages que d'exposition, de manière à en évaluer les risques
- Évaluer la nécessité et la proportionnalité de requérir des données complémentaires dans un but réglementaire
- Répertorier les dispositions réglementaires qui s'appliquent aux usages de la substance étudiée
- Evaluer la pertinence de conduire des approches réglementaires basées sur des groupes de substances
- Coordonner les travaux de l'équipe projet en interne et assurer le respect des délais
- Assurer l'interface avec les différents interlocuteurs dans le respect des règles de déontologie : ECHA et homologues européens, tutelles, industriels
- Identifier des experts susceptibles de répondre aux questions soulevées lors de ces analyses et recueillir leurs avis
- Rédiger sur cette base un rapport de synthèse en français et/ou en anglais
- Présenter ses analyses au cours de réunions internes, auprès des collectifs d'experts ainsi qu'au niveau national ou européen.

Travailler chez nous, c'est :

Contribuer au quotidien à notre collectif et à nos engagements.

Et pouvoir bénéficier :

- d'une politique de développement des compétences dynamique,
- de 10 jours de télétravail mensuels (sous conditions),
- de différents avantages : restaurant d'entreprise/tickets restaurant, RTT, offre d'activités *via* l'association du personnel.

Infos pratiques :

- ***Le poste est basé à Maisons-Alfort***
  Métro 8, « Ecole vétérinaire de Maisons-Alfort», RER D : station « Maisons-Alfort Alfortville », Bus 24, 103, 104, 107, 125, 181, Autoroute A4

Dans le cadre des travaux de l'unité :

- Contribuer, dans son domaine d'activité, à la réponse aux saisines et à des projets scientifiques nationaux ou internationaux.

Votre profil

- Formation et expérience requises :

Formation : Bac + 3 minimum
Souhaité Bac+5 à BAC+8 - MASTER II ou DEA, docteur en écotoxicologie ou devenir dans l'environnement, docteur en médecine vétérinaire ou docteur en pharmacie avec une spécialisation en environnement. Une formation en évaluation des risques serait un plus.

Expérience :

- Expérience appréciée dans le domaine de l'évaluation réglementaire des substances chimiques

Compétences et qualités attendues :

- Connaissances approfondies en écotoxicologie et devenir dans l'environnement (toxicité aigüe et chronique, persistance, bioaccumulation, perturbation endocrinienne, établissement de valeurs seuil…), en particulier, compétences pour l'analyse des tests d'écotoxicité vivo et vitro réalisés selon les lignes directrices OCDE
- Connaissance en évaluation des risques dans un cadre réglementaire
- Une connaissance réglementaire dans le domaine des substances chimiques (REACh, CLP) serait un plus apprécié
- Maîtrise de l'expression écrite et orale
- Qualités rédactionnelles
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe
- Très bonne maîtrise de l'anglais scientifique et technique (écrit et oral)

Pour postuler :

- ***Contact opérationnel***

Cécile MICHEL (cecile.michel@anses.fr)

Elodie PASQUIER (elodie.pasquier@anses.fr)

Adresser au plus tard **le 03/02/2023**, lettre de motivation + CV en indiquant la **référence 2023-008** à recrutement@anses.fr

www.anses.fr

L'Anses recrute, accompagne et valorise les talents dans leur diversité pour s'engager au service de la santé publique.
Rejoignez-nous !

* En vertu de l'Art L.5323-4 du code la santé publique, le titulaire du poste sera soumis à l'obligation de remplir une déclaration publique d'intérêt. Toute personne recrutée est soumise aux règles de déontologie de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

anses

L'Anses recrute
un Gestionnaire budget (H/F)

Poste basé à Maisons Alfort (94)

- Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation -

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail

L'Anses apporte les repères scientifiques nécessaires pour protéger notre santé contre les risques associés à l'alimentation, l'environnement et le travail, ou qui affectent les animaux et les plantes. Elle étudie, évalue et surveille les risques chimiques, microbiologiques et physiques et aide ainsi les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires, y compris en cas de crise sanitaire. Agence nationale au service de l'intérêt général, l'Anses relève des ministères chargés de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, du travail et de la consommation. Face aux menaces nouvelles liées aux évolutions du climat, des technologies et nos choix de société, elle œuvre chaque jour à mobiliser la science pour un monde plus sûr, plus sain, pour tous.

1400 collaborateurs | **16** sites en France | **9** laboratoires

Plus d'information sur notre page recrutement.

Vos missions

Rattaché(e) à la cheffe de service et à son adjoint, vous serez en charge de l'exécution budgétaire et travaillerez en coordination avec les autres membres de l'équipe et les entités opérationnelles sur le périmètre de la chaîne de la dépense. Dans le respect des règles de la comptabilité publique et des marchés publics, vous interviendrez sur les différents objets de gestion de la dépense, notamment en effectuant la saisie, les contrôles et parfois jusqu'à la validation des commandes. Vous concourrez également au constat et/ou à la certification du service fait en lien avec les directions opérationnelles. Vous faciliterez la résolution des anomalies éventuelles lors de la facturation. A ce titre, vous échangerez avec le service facturier de l'agence comptable sur les écarts entre facturation et engagement/service fait. L'objectif est de garantir une exécution budgétaire et financière respectueuse du bon usage des deniers publics et dans les délais de paiement imposés par les textes. Vos participerez également aux réunions de dialogue de gestion avec ses collègues du pole Pilotage afin d'éclairer les difficultés en exécution et dans le suivi de la programmation budgétaire.

Date de prise de fonctions :
Dès que possible

Rémunération :
Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires ou selon statut particulier si fonctionnaire.

Catégorie d'emploi :
Agent contractuel de catégorie 3 ou titulaire de catégorie B

Votre équipe

Placée sous l'autorité de la directrice générale adjointe en charge du pôle « Affaires générales », la Direction de l'Administration et des Finances (DAF) est structurée autour de quatre services :

- un service des achats et des marchés publics (SAM) ;
- un service du budget et du contrôle de gestion (SBCG) ;
- un service des conventions de partenariat et des financements externes (SCPFE) ;
- un service de la logistique et des missions (SLM).

Sous l'autorité de la cheffe de service et de son adjoint, l'équipe SBCG de 7 agents est composée :

- d'un pôle de 3 contrôleurs de gestion chargés du pilotage et des outils et plus particulièrement de la programmation budgétaire avec une répartition par portefeuille (budget annuel d'environ 150 M€), de la comptabilité analytique et d'un appui à la DRH en matière de contrôle de gestion sociale;
- d'un pôle de 4 gestionnaires chargés du suivi de l'exécution budgétaire et des contrôles en appui aux entités de l'Anses situées à Maisons Alfort (environ 3 500 commandes par an pour un budget moyen de 13 M€), les entités étant reparties entre chaque gestionnaire qui dispose donc d'un portefeuille de directions à gérer.

Votre quotidien

Missions principales :

- Saisie, contrôle et validation des bons de commandes
  - Vérification de la saisie (tiers, objet, montant, article, mode achat, TVA, Clé budgétaire) ;
  - Contrôle budgétaire : conformité des référentiels budgétaires et comptables, dépense inscrite sur notification des crédits, disponibilité) ;
  - Vérification des pièces justificatives (devis, support juridique de la dépense et mise en concurrence) ;
- Envoi des bons de commande validés aux fournisseurs ;
- Demande des services faits auprès des entités bénéficiaires pour effectuer le constat et/ou la certification dans le système d'information ;
- Echanges sur factures en attente de paiement avec le service facturier ;
- Mise à jour des tableaux de suivi ;
- Recherche dans l'outil de gestion financier et comptable des engagements non soldés et autres objets de gestion pour traitement et relances éventuelles.

Travailler chez nous, c'est :
Contribuer au quotidien à notre collectif et à nos engagements.

Et pouvoir bénéficier :

- d'une politique de développement des compétences dynamique,
- de 10 jours de télétravail mensuels (sous conditions),
- de différents avantages (restaurant d'entreprise/tickets restaurant, RTT, offre d'activités *via* l'association du personnel).

Infos pratiques :
Le poste est basé à Maisons Alfort Métro 8 « école Vétérinaire », RER D Maisons Alfort/Alfortville, Bus 24, 103, 104, 107,125, 181, Autoroute A4

Missions transversales :

- Être en appui sur la sécurisation des supports contractuels ;
- Répondre aux demandes d'information du métier, des contrôleurs de gestion et du service facturier ;
- Gestion des boîtes email génériques : vérification du statut de la demande (traité ou à faire), archivage.

L'agent est également amené à intervenir en appui sur l'ensemble du périmètre du pôle notamment pour assurer la continuité de service en cas de besoin de suppléance.

Votre profil

Formation et expérience requises :

- Bac à Bac +3 en gestion administrative et financière
- Une expérience réussie dans un poste similaire est souhaitée.
- Expérience en gestion de la comptabilité fournisseur indispensable

Compétences

- Connaissance des procédures d'achat public souhaitée
- Connaissance de l'outil XRP Ultimate de CEGID (ex-Qualiac) serait un plus
- Rigueur dans l'application de la procédure de travail
- Appétence pour l'outil informatique
- Bon relationnel
- Autonomie

Pour postuler :

Contact opérationnel :
Gwenola CHILOUX, Cheffe du service budget et contrôle de gestion (gwenola.chiloux@anses.fr)

Adresser au plus tard **le 10 Février 2023**, lettre de motivation + CV en indiquant la **référence 2022-188** à recrutement@anses.fr

www.anses.fr

L'Anses recrute, accompagne et valorise les talents dans leur diversité pour s'engager au service de la santé publique.
Rejoignez-nous !